

ALAIN LAMASSOURE/NICOLAS DUPONT-AIGNAN

LE NOUVEAU TRAITÉ SIMPLIFIÉ VA-T-IL REMETTRE L'EUROPE SUR SES RAILS ?

« Avec ce traité, la dynamique européenne est relancée », estime Alain Lamassoure. « Je crois qu'il va au contraire conduire l'Europe dans le mur de ses contradictions », lui répond Nicolas Dupont-Aignan.

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DE MÉRITENS



Alain Lamassoure (à gauche) et Nicolas Dupont-Aignan.

Le Figaro Magazine – Le traité de Lisbonne ayant été ratifié à une écrasante majorité par le Parlement, il n'est plus temps de discuter des procédures, mais de se tourner vers l'Europe...

Alain Lamassoure – Oui. La dynamique européenne est relancée. Pour que l'Europe fonctionne, il faut des institutions et une volonté politique. Le traité simplifié donne à l'Union des compétences en matière d'immigration, en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière, en matière d'énergie et de protection de l'environnement. Il améliore nos capacités d'action pour ce qui est de la politique étrangère et de défense commune. Il donne aux Parle-

ments nationaux un droit de contrôle, d'arbitrage, pour s'assurer que l'acteur européen ne sort pas de son champ de compétence. Le traité nous procure aussi les moyens de l'efficacité : la quasi-totalité des décisions pourront se prendre à la majorité qualifiée. L'Union européenne va devenir un système politique démocratique, comme c'est le cas au niveau national ou municipal. Les députés européens auront le pouvoir législatif. Le président de la Commission, désigné par le Conseil des ministres, aura une légitimité démocratique similaire à celle des Premiers ministres dans nos systèmes nationaux. Enfin, l'Union sera dotée d'une présidence stable, avec un haut représentant du Conseil européen.

Nicolas Dupont-Aignan – Je crois au contraire que ce traité va conduire l'Europe dans le mur de ses contradictions. Il n'y a pas de volonté politique sans légitimité populaire. Pour moi, ce traité sera légal mais profondément illégitime, car on ne peut pas construire l'Europe sur un coup de force contre les peuples. Il est tout à fait symbolique que les dirigeants européens, au lieu d'entendre le message des référendums français et néerlandais – qui n'étaient pas contre l'Europe, mais pour une autre Europe –, aient voulu passer outre en refusant le référendum à la plupart des pays. Je ne crois pas que l'on puisse bâtir une organisation solide à long terme dans le dos des peuples. Toutes les constructions supranationales artificielles ont échoué lorsqu'elles ont été imposées.

Alain Lamassoure – Si le recours à la ratification par le Parlement revient à un déni de démocratie, à quoi sert l'élection présidentielle ? Dans sa campagne, durant son face-à-face avec Mme Royal, Nicolas Sarkozy a clairement annoncé ce qu'il allait faire s'il était élu. Mandaté par le peuple français, il proposerait à nos partenaires un nouveau traité qui serait soumis à ratification par tous les Parlements nationaux. Alors, la querelle du référendum, cela va bien !

Nicolas Dupont-Aignan – Nicolas Sarkozy a surtout dit ce jour-là que la Constitution européenne était « morte » (je cite), et qu'il voulait créer un « mini-traité » qui entendrait la voix des non. Il a axé sa campagne sur la remise en cause de la Banque centrale européenne (BCE), sur les délocalisations et la préférence communautaire. Or on ne retrouve rien de tout cela dans ce traité.

Vous avez, quant à vous, le mérite de la franchise, celle d'une logique supranationale. Et de fait, on a franchi avec ce traité un cap supplémentaire, quasiment irré-



>>> versible, où les peuples, les nations, perdront indépendance et liberté, pour se fondre dans un ensemble dirigé principalement par des organismes non élus : Commission de Bruxelles, BCE, Cour de justice des Communautés européennes. Ce n'est même pas l'Europe fédérale de Jean Monnet, mais une oligarchie. On vide les démocraties nationales de leur substance sans créer de démocratie européenne – même si le Parlement européen est doté d'une certaine marge de manœuvre.

Alain Lamassoure – Vous reconnaissez vous-même la « *marge de manœuvre du Parlement* » ! Mais voyons les perspectives his-

« On vide les démocraties nationales de leur substance sans créer de démocratie européenne ! »

Nicolas Dupont-Aignan

toriques. Il faut bien comprendre que nous sommes passés par une situation où les pays européens se faisaient la guerre depuis deux mille ans. Tous les concepts, notamment ceux auxquels vous êtes attaché – souveraineté, nation, patriotisme, conception de l'Etat, rapports entre Etat et société – sont aujourd'hui métamorphosés. Grâce à la construction européenne, nous sommes passés en deux générations d'un état de guerre quasi permanent à celui de paix perpétuelle. Au lieu de préparer la guerre suivante, nos enfants se marient et ont des enfants, les mariages entre nations différentes se multiplient, nos entreprises ont le même marché, nous avons la même monnaie. Notre espace de vie familial, professionnel ne se limite plus à l'Hexagone protégé par ses frontières : il s'étend désormais sur l'ensemble du continent. Dès qu'il y a un espace de vie, il faut une organisation politique. C'est ainsi, par exemple, que la lutte contre

le terrorisme fait partie des préoccupations communes. Pour mettre au point le mandat d'arrêt européen permettant une action transnationale, il nous aura fallu pas moins de trente-six ans, plus trois tragédies successives : le 11 Septembre à New York, les attentats de Madrid en 2004 et la tragédie de Londres, en juillet 2005. Depuis, nous arrêtons des terroristes à raison de 2 000 à 3 000 par an. Cela a complètement transformé le système.

Nicolas Dupont-Aignan – Je suis choqué de vous entendre réduire l'Etat et la France à une machine de guerre avant la construction européenne. C'est bien parce que les nations ont fait la paix qu'elles ont ensuite fait l'Europe ! Et je crois au contraire que la République, l'Etat, la nation constituent des repères essentiels de la vie des hommes, et surtout le seul cadre avéré d'exercice de la démocratie. Où se situe-t-elle, la démocratie européenne ? Le Conseil constitutionnel l'a dit : le Parlement européen ne représente pas le peuple européen. Il n'y a pas de peuple européen, non plus que de débat politique européen : l'UMP est plus proche du Parti travailliste anglais que ne le sont les socialistes, et le SPD allemand n'a rien à voir avec le Parti socialiste français. Il n'y a ni langue commune ni conscience politique européenne. Même au niveau des gouvernements, il n'y a pas de réelle similitude d'intérêts et d'objectifs, parce qu'ils incarnent des nations qui sont singulières. Bref, on crée un vide démocratique saisissant.

Mais j'en reviens au concept de guerre. Ni moi ni personne en Europe ne veut faire la guerre aujourd'hui, ce serait absurde ! Pour autant, on peut tout à fait bâtir une Europe des coopérations à la carte sans vouloir, comme vous le faites, tout fusionner. C'est le jusqu'au-boutisme supranational qui risque au contraire de nous entraîner vers des troubles profonds. Regardez ce qui se passe entre les Italiens et les Roumains. A cause d'une ouverture des frontières irréaliste, il y a des mouvements de population, des haines. Regardez ce qui se passe en Hollande avec la résurgence du phénomène nationaliste. Regardez ce qui se passe dans toute l'Europe avec une politique économique synonyme de régression sociale. Avec une politique monétaire récessionniste, comme dans l'entre-deux-guerres, parce que vous avez créé un système qui n'est pas appuyé sur de vrais débats, mais gouverné par les experts. Couper l'Europe des peuples, c'est se préparer des lendemains très douloureux.

J'observe par ailleurs – et c'est un grand sujet – que la Commission de Bruxelles et une majorité de nos partenaires persistent dans une sorte d'idéologie décalée vis-à-vis de la mondialisation. Les Etats-Unis, la

Chine, l'Inde, le Brésil investissent des milliards d'euros publics, avec des fonds souverains de surcroît, pour gagner la bataille du troisième millénaire. Or l'Europe est dans une politique de refus de toute intervention publique qui paralyse l'ensemble du continent et l'affaiblit. Airbus est en train de délocaliser. L'Agence spatiale marche beaucoup moins bien que lorsqu'elle était en coopération interétatique. Je crois que ce système va s'écrouler. Il y aura une refonte de la politique euro-

« Les alter-européistes n'ont jamais été capables de s'accorder sur un projet concurrent... »

Alain Lamassoure

péenne, l'expérience montrant que ce système hors-sol sans légitimité démocratique ne peut pas durer.

Alain Lamassoure – Vous dites l'Europe « hors-sol » et « antidémocratique », mais je vous renvoie le compliment. La charge de la preuve n'est pas sur moi, pour les démocraties européennes. Tous les gouvernements européens l'ont voulu. Tous les traités successifs ont permis cette construction ! Tous les gouvernements démocratiquement élus, tous les Parlements, y compris le Parlement français où vous êtes très fortement minoritaire. C'est celle d'une large majorité de démocrates dans tous les pays européens depuis cinquante ans. Il est normal qu'il y ait des volontés d'alternative, qu'il y ait des alter-européistes comme il y a des alter-mondialistes. Mais, à ce jour, j'observe que les alter-européistes n'ont jamais été capables de s'accorder sur un projet concurrent.

Vous craignez que nous n'allions à marche forcée vers l'intégration européenne, mais cela fait dix ans que l'Europe est paralysée parce qu'elle n'a pas les instruments pour agir ! Il y a les textes et il y a la politique. Et les textes doivent nous permettre de mener une vraie politique européenne. ■

